

EMERGENCE DU FÉMININ ET DÉMOCRATISATION DU POLITIQUE

Maria de Lourdes Pintasilgo

Le pari qui soustend notre réflexion sur les femmes n'est pas un pari de **sauvegarde** des choses telles qu'elles sont mais de **changement radical** des domaines où elles interviennent.

Nous commençons à atteindre une certaine **masse critique**, ce qui veut dire la capacité de **libération d'une nouvelle énergie**.

Atteindre une masse critique **capable d'apporter une différence** est pour moi le but au-delà de tous les efforts pour obtenir l'égalité d'opportunités. C'était l'«**hidden agenda**» pendant longtemps – c'est le but explicite aujourd'hui.

C'est pourquoi là où les femmes font défaut, là où l'accès est en quelque sorte limité, il faudra toujours s'interroger sur les discriminations à l'oeuvre et sur les moyens nécessaires pour les éliminer et pour les compenser.

Le **droit à l'accès**, avec les actions positives pour l'égalité d'opportunités, n'est qu'une étape – indispensable, certes – pour faire advenir les femmes à leur pleine citoyenneté.

Tant que nous restons sur ce droit-là, nous voyons les femmes en tant qu'objet d'une discrimination sociale d'abord, en tant qu'**objet** d'une législation protectrice ensuite.

Or la présence d'un nombre déjà significatif de femmes dans des centres de décision nous amène à poser d'ores et déjà la question essentielle de l'étape suivante : les femmes, devenant **sujet** du pouvoir de décision, quelle est/doit être leur contribution spécifique ? Ou, en d'autres termes, les femmes ayant un pouvoir de décision – **quelle différence? pourquoi faire?**

Pour répondre à ces questions, il est important de regarder le **cadre des événements et des idées** qui commencent à dessiner les contours des années 90. Face à un dessin qui est encore caractérisé par l'**incertitude**, par des variables qui sont inconnues, nous sommes **tous** et **toutes**, hommes et femmes, dépourvus d'instruments et de solutions.

C'est un moment où l'intervention des femmes peut devenir opportune et décisive. Elles sont **dépositaires** d'attitudes et de valeurs requises, elles peuvent devenir **productrices** de réponses originales aux défis de l'histoire présente.

L'égalité d'accès aux fonctions de prise de décision politique est à la fois «**inédite** et **subversive**».

Elle est inédite parce que, d'un côté, elle n'a jamais été pleinement réalisée et, d'un autre côté, parce que nous ne connaissons pas encore son aboutissement.

Elle est subversive dans la mesure où elle oblige à un changement de para-

digme dans le domaine le plus fondamental des rapports – celui de la relation homme-femme, non seulement au niveau interpersonnel mais surtout au niveau de la distribution des fonctions dans le corps social.

Le politique, dans ses fonctions électives dont nous parlons ici, n'a de véritable épaisseur humaine que dans la mesure où il s'exprime en cohérence profonde avec *la dimension politique de tous nos actes et de toutes nos paroles*.

Nous nous bornerons à attirer l'attention sur ce que peut être l'apport des femmes au politique pour **le changer du dedans**. Nous insistons sur ce mot *changement* : il est la loi de la vie, l'exigence d'une vie meilleure sur la planète – l'humanité est loin d'être arrivée à résoudre tous les problèmes qui lui sont posés par sa propre évolution. C'est pourquoi le changement demeure le critère et l'horizon d'une participation réussie à la vie politique. A la limite, il n'y a que cela qui compte : les femmes dans la politique, oui; mais pour que la politique réponde davantage aux vrais problèmes des personnes et des peuples.

1. La présence des femmes dans la politique

Les travaux de la Décennie des Femmes et les innombrables études qui sont parues depuis, montrent, en rendant **objectif** ce que chaque femme connaît **subjectivement**, que nous avons des expériences qui se recoupent au-delà des différences de nationalité, d'aire géopolitique, d'âge ou de culture. De ce fait, les femmes constituent *la catégorie sociale la plus internationale*, qui est en train d'émerger dans la société contemporaine.

Ce qui veut dire que la présence des femmes dans la vie politique n'est plus **une question marginale**. Il y va de l'orientation de toute la société – depuis ses fondements jusqu'à ses clés de voûte. Il y va du devenir même de l'exercice du pouvoir politique.

En effet, l'accès des femmes aux postes de prise de décision et de hautes responsabilités dans le domaine politique a une valeur sociale et culturelle décisive pour le futur. En rétablissant l'équilibre et la parité des droits entre les deux groupes sociaux hommes et femmes, ce n'est pas uniquement une question de justice: c'est toute tentative de marginalisation de n'importe quelle catégorie sociale qui est mise en échec. La levée des interdits qui pèsent sur les occupations des femmes contribue à annuler des tabous qui les ramènent à des fonctions et rôles figés et qui ont leurs racines dans les couches profondes des différentes cultures. Ainsi s'élargit aussi dans l'imaginaire collective et, au premier chef, dans celui des femmes elles-mêmes, l'éventail de possibilités qui leur sont ouvertes dans la gestion des choses publiques.

Mais il n'y a pas que des conséquences positives. Très souvent, pour fonctionner sur un pied d'égalité avec les hommes, les femmes ont été contrainte **d'assimiler les valeurs culturelles masculines** qui régissent la vie dans l'espace publique. Le simple accès se fait souvent aux dépens du **refoulement par les**

femmes elles-mêmes (dans l'effort que nous faisons pour une adaptation à outrance) **des valeurs et de la culture féminines.**

L'égalité, quand elle devient «une intégration unilatérale des femmes au monde des hommes» peut créer *une nouvelle forme d'inégalité*. L'invisibilité et le silence qui en découlent pèsent d'un poids accru sur le féminin. Ils représentent un immense gaspillage d'un potentiel inédit d'innovation et de renouvellement de la vie sociale et politique.

Face à une telle situation, on peut parler des effets pervers des mécanismes qui se sont mis en marche pour l'égalité dans le domaine politique. C'est une vaste panoplie de nouveaux problèmes dont le moindre n'est pas la triple tâche que les femmes engagées politiquement doivent porter sur leurs épaules. L'absence d'une expression nette de la culture des femmes n'est pas uniquement une perte pour elles-mêmes mais aussi l'absence d'un apport nouveau à la mise en place de structures démocratiques et politiques publiques adéquates à la société d'aujourd'hui.

2. Les mutations en cours

- **L'interdépendance** politique au niveau mondial;
- le choix d'une **voie démocratique** par la plupart des Etats;
- l'universalisation du modèle **économique occidental**;
- l'accroissement de tous les aspects de **la misère** dans les pays du Sud, dans un cadre de dépendance passive à l'égard du Nord;
- l'émergence de l'**environnement** en tant que **nouvel acteur social**.

Nous allons faire une brève référence à chacun de ces éléments pour que le **pouvoir de décision des femmes apparaisse dans toute son ampleur.**

2.1. *Interdépendance dans tous les aspects de l'activité humaine*

Une ère inédite **d'interdépendance** s'ouvre pour le monde. A l'interdépendance économique ressentie pendant les dernières décennies comme contrainte, à l'interdépendance politique qui était le résultat de l'affrontement latent de deux blocs, succède **une interdépendance nouvelle qui relie les peuples les uns aux autres dans tous les aspects de la vie et de l'activité humaine.**

La gestion d'une telle interdépendance ne s'accommode plus de diplomaties dilatoires, ni de manoeuvres habiles destinées souvent à défendre à tout prix des intérêts nationaux, en l'absence de toute référence à l'intérêt global de l'humanité.

En elle pointe un **nouvel ordre mondial** où la coopération dépassera le cadre de **la négociation** conduite par la **loi des avantages réciproques**, et deviendra un effort d'ensemble pour faire face aux problèmes des peuples.

C'est pourquoi «la gestion de cette ère nouvelle demande de nouveaux ins-

truments, une nouvelle définition entre intérêts nationaux et intérêts mondiaux et de **nouvelles formes de direction politique**».

Les objectifs à atteindre ne sont plus **isolés à l'intérieur des frontières** mais profondément liés les uns aux autres – à travers la situation économique et monétaire mondiale, à travers les saccages faits à l'environnement global, à travers la conscience acquise au niveau des droits humains.

Ils introduisent ainsi des facteurs nouveaux dans l'agencement des rapports sociaux, voire régionaux et internationaux.

La souveraineté s'y trouve profondément impliquée.

Elle peut être envisagée entre deux pôles:

- d'un côté, celui d'une souveraineté **consciemment déléguée**: c'est, dans le cas de la CEE, tout l'**acquis communautaire** et l'évaluation systématique de la pertinence de cet acquis dans chaque situation nationale et régionale;
- d'un autre côté, celui d'une **souveraineté élargie**: tel est le sens d'un partage de **responsabilités dans toutes les institutions communautaires**.

Pour ce faire, les objectifs politiques ne peuvent plus être uniquement le fruit des délibérations à haut niveau des institutions politiques.

Il faut qu'ils engagent les citoyens et les citoyennes, qu'ils soient l'expression d'un **vouloir commun**.

Ce n'est qu'à cette condition-là que l'on pourra dire de **l'interdépendance subie comme un fait** qu'elle est **une solidarité voulue et consentie**.

2.2. L'approfondissement et le renouveau de la démocratie

L'établissement d'Etats de droits, la défense des droits humains, les élections libres et le multipartisme sont devenus les piliers d'un ordre interne nouveau.

La **démocratie représentative**, telle qu'elle existe en Occident, est devenue la norme du fonctionnement politique des Etats.

Or l'universalité acquise par la démocratie a lieu à un moment de l'histoire politique où **la démocratie** elle-même est soumise à un profond **questionnement** dans le continent qui l'a vu naître.

Les citoyens, las d'un jeu politique qui ne concerne en fait qu'une minorité, s'éloignent des institutions politiques. Un discrédit généralisé touche celles-ci. La représentation démocratique devient de plus en plus vide de véritable représentativité.

La classe politique – entendons par là les nomenklatura de tous bords – s'inscrit dans le corps social dans une position inverse de sa raison d'être. Elue pour représenter des courants d'opinion vivante parmi les citoyens, elle finit par essayer à tout prix de «vendre son produit», d'influencer. Une classe politique professionnelle, déjà mise en question dans les années 70, est aujourd'hui acceptée avec résignation et distance.

Les médias ont introduit dans le pouvoir politique des conditions nouvelles que l'on n'a pas, jusqu'à présent, réussi à incorporer de façon rationnelle et raisonnable à la relation élus/électeurs. Il s'agit là d'une **médiation** qui, pour le moment, est erratique, aléatoire, déformante de la réalité sur laquelle elle est supposée informer.

2.3. *Le Marché au service d'un projet de société*

Le nouvel ordre mondial qui se dessine est aussi caractérisé par un seul système régissant les échanges entre les groupes et les peuples : nous sommes devant **l'économie de marché à l'échelle mondiale**.

En effet, l'économie a envahi tout l'espace du réel. A un point tel que le concept économique **d'ajustement structurel** est devenu, dans de grandes instances internationales, le remplaçant du concept même de «projet de société». En se définissant comme «l'ensemble des transformations qui permettent le fonctionnement équilibré de l'économie», il soumet **tout** à l'économie.

Or le marché, dans ses lois naturelles, est aveugle à ce qui n'est pas monnayable : il ne voit pas «la pauvreté» pas plus qu'il ne voit «l'environnement». Bien sûr, il ne voit pas «les femmes» en dehors de leur force de travail.

Des mécanismes régulateurs du marché sont indispensables pour que l'économie soit, à toutes ses étapes, au service des hommes.

La sauvegarde de l'humanité, la protection des plus faibles, de ceux qui se trouvent momentanément démunis devient urgente. Mais au-delà de ces aspects concrets, c'est l'ampleur de l'action politique elle-même qui est en cause. Il nous faut une nouvelle gestion.

2.4. *Redressement du désordre international*

A l'encontre de cet ordre nouveau et des espoirs qu'il suscite, augmente le **désordre international**.

L'état de carence de l'hémisphère Sud, l'éclatement de structures qui jusqu'ici semblaient lui venir en aide, le découragement qui gagne des populations et des dirigeants face à un hémisphère Nord aux prises avec ses propres affaires sont des aspects de ce désordre.

Ces peuples sont trop conscients du fait qu'une nouvelle zone de sous-développement s'est ouverte à côté d'une Europe dont ils attendaient l'appui pour un développement soutenu.

Nous n'avons pas encore suffisamment compris et travaillé à l'échelle planétaire les conséquences des événements de ces dernières années.

Mais il devient chaque jour plus urgent de **secouer nos institutions**, tant au Sud qu'au Nord, tant celles qui opèrent au niveau national que celles qui ont une responsabilité internationale pour obtenir une **restructuration** et une **adéquation** de nos outils politiques à la nouvelle donne mondiale.

2.5 *L'environnement – nouvel acteur social*

Un dernier élément manque à ce tableau complexe : l'entrée en scène, en termes fracassants, d'un **nouvel acteur social**, l'environnement.

Car ne nous y trompons pas – comme d'ailleurs ne s'y sont pas trompés les 34 dans la Charte de Paris – l'environnement fait partie du politique. Il s'est **politisé** tout seul, comme dans d'autres étapes de la civilisation il s'est sacralisé.

Il ne s'agit nullement d'un facteur «environnement» mis à côté des processus d'industrialisation et d'urbanisation (les deux grands saccageurs de la nature). Il s'agit, au contraire, d'un nouveau type d'équation où la nature intervient au même titre que les matières premières pour l'industrie ou que les coûts des voies de communication dans les établissements humains. Dans une telle équation est dépassé le principe «pollueur/payeur». Non pas que les responsabilités n'y soient déterminées mais parce que l'attention à la variable «nature» pourra mettre en question le bien-fondé de n'importe quelle initiative.

La décision politique, face à ces enjeux, change d'ampleur. Elle se fait plus exigeante, à la fois plus complexe et plus orientée vers les personnes, plus portée vers l'intersectorialité des enjeux, et plus dialoguante dans l'exercice même de son pouvoir.

Les femmes y ont une opportunité unique.

3. **L'apport des femmes: réorganisation des rapports sociaux et nouveaux modes de gestion de la vie en société**

D'abord la conscience d'appartenir à un **mouvement social** qui **n'a pas de frontières** – le plus international que l'humanité ait connu – devrait placer les femmes dans une situation privilégiée pour renforcer l'interdépendance et, surtout, pour y apporter l'élément clé de sa réussite : l'affirmation et le respect agissant de la **dignité égale** de toutes les personnes, tous les peuples, tous les pays.

Une telle défense des droits fondamentaux sera la meilleure offensive à l'encontre d'un nationalisme compétitif à outrance et qui, dans un monde interdépendant, continue de vivre autour de son clocher.

Deuxièmement, la présence des femmes dans la prise de décision pourra **nous libérer des bureaucraties** qui rongent l'efficacité des décisions.

Les bureaucraties étant à la fois le **règne des irresponsabilités** et la conséquence du **compartimentage des problèmes**, ce n'est pas une mince entreprise que d'y faire face.

Mais est-ce que les femmes demandent toutes les mesures dont on a parlé ici et qui nous occupent depuis si longtemps pour **nourrir des circuits inutiles**? Faut-il mener bataille contre ce qui s'éloigne de la vie et de sa riche complexité?

Les femmes portent avec elles une expérience millénaire d'attention à l'**étroite relation** entre **toutes** les fonctions de la vie. Ce qui en chacune est le résultat

tat d'un tel héritage doit être mis en oeuvre pour une autre approche de la gestion et du pouvoir de décision.

N'importe quelle femme sait qu'il y a une continuelle **circularité du réel**, par où la prise de décision est au service des personnes et des peuples. Des priorités qui s'établissent, des urgences qui changent l'édifice déjà construit, des adaptations dont il faut assumer le risque.

Par contre, les femmes se situent souvent en retrait face aux conditions de l'exercice du pouvoir. En effet, leur présence dans le pouvoir décisionnel n'aura de sens que dans la mesure où elles contribueront à façonner un autre type de rapports sociaux informels et institutionnels, à donner une expression vivante et cohérente à la démocratie.

Il est facile de constater la capacité spontanée qu'ont les femmes de faire entrer en rapport les gens entre eux. Qu'il s'agisse de leur famille, d'une occasion sociale, d'un moment de fête ou d'un moment de deuil, si nous essayons d'y penser, il y a des figures de femmes qui émergent, **rassemblant, attentives, tous ceux** qui sont là.

Pourquoi n'en serait-il pas de même dans la prise de décision à un autre niveau?

Il leur revient de découvrir les méthodes adéquates, en ôtant au pouvoir son caractère «sacré» et en le rendant accessible à tous ceux qui y ont quelque chose à dire.

Il leur revient d'aider à façonner une démocratie

- **capable de se donner des buts**, qui ne s'épuise pas dans la satisfaction de ses propres mécanismes,
- qui **définisse l'horizon** vers lequel elle s'achemine sans pour autant s'enliser dans l'économique,
- qui **voit le long terme** comme un but et un cadre, comprenant que le court terme peut fonctionner parfois à l'encontre du long terme,
- une démocratie faite de plusieurs **modes** et **lieux** de représentation, aucune n'étant à même d'épuiser le sens du réel.

Et ainsi **à la fois**

- une démocratie qui n'ait pas peur de recourir aux formes traditionnelles d'expression directe de la volonté populaire (dont le referendum local, régional, national, communautaire),
- une démocratie qui s'achemine vers la possibilité d'utiliser à fond les nouveaux mécanismes de communication en créant des recueils instantanés d'opinion des citoyens, servant comme références de pilotage décisionnel.

Aux femmes exerçant un pouvoir décisionnel la tâche d'assumer, de répandre et de faciliter les échanges au-delà des frontières, dans la ferme conviction

que seules les volontés des individus sont à même de bâtir des démocraties durables et modernes.

Leur présence dans la prise de décision n'a pas à suivre des modèles que l'on reconnaît, par ailleurs, périmés. Il faut inventer – vite – des formes nouvelles. Il faut donner aux facteurs humains, aux buts humains, la place unique et première qui est la leur.

La préservation de toutes les formes de la vie n'est pas une attitude défensive. C'est un **renversement de l'optique dominante**, de **la logique** qui prévaut. C'est l'inauguration d'une ère radicalement nouvelle dans les 200 ans d'industrialisation.

Est-ce que les femmes veulent devenir **protagonistes** d'un tel renversement? Tout, en elles, semble les rendre aptes à une **perception, de l'intérieur, de la nouvelle logique**.

Une condition est cependant indispensable: que les femmes laissent advenir en elles la culture dont elles sont pétries en tant que femmes. Surtout qu'elles accomplissent en elles le travail de transparence et de lucidité qui les rende aptes à saisir ce moment de l'histoire en tant que sujet autonome, libre et original. A cause du futur, à cause des multiples enjeux des années 90.